

**MAIRIE D'AUZANCES**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**Délibération n° 2025 – 26 en date du 14 Avril 2025**  
**donnant mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique**  
**Territoriale de la Creuse pour lancer la consultation pour la conclusion**  
**d'une convention de participation dans le domaine de la santé**

Nombre de membres	15
Présents	12
Représentés	2
Votants	14
Exprimés	14
Pour	14
Contre	0
Abstentions	0

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze Avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune d'Auzances, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie d'Auzances, sous la présidence de Madame Françoise SIMON, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 1<sup>er</sup> Avril 2025

**Présents :** Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Leilha BERTHON, Georges DIONNET, Jean-Pol GILBERT, Françoise SUDI GUIRAL, Fabien JAMME, Marie-Claude BOUGNOUX, Christine BICHON-MOREL, Serge DESBOUDARD, Christian SCARAMUCCIA, Jean-Pascal HELION.

**Absents / Excusés :** Bastien GENDRAUD, Delphine DIONNET, Chrystelle VAXIVIERE.

**Pouvoirs :** Delphine DIONNET à Georges DIONNET  
Chrystelle VAXIVIERE à Leilha BERTHON

**Secrétaire de séance :** Marie-Claude BOUGNOUX

\*\*\*\*\*

**Exposé :**

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal que la réforme de la protection sociale complémentaire, instaurée par l'ordonnance n° 2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, redéfinit la participation de l'employeur aux financements des garanties de la protection sociale complémentaire de ses agents et les conditions d'adhésion ou de souscription.

En ce sens, la participation de l'employeur perd son caractère facultatif pour **devenir obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 dans le domaine de la santé.**

Madame le Maire rappelle que la protection sociale complémentaire en matière de santé a pour objet, en cas de maladie, d'accident ou de maternité, de permettre de bénéficier du remboursement de soins de santé non pris en charge ou partiellement pris en charge par la sécurité sociale

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation : contrat individuel d'assurance labellisé, ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative - ou obligatoire - souscrit dans le cadre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Accusé de réception en préfecture  
023-212301303-20250414-2025-26-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2025  
Date de réception préfecture : 23/04/2025

**MAIRIE D'AUZANCES**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**



**Vus** les articles L 827-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

**Vu** le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

**Vu** l'ordonnance n° 2021-175, la réforme de la protection sociale complémentaire,

**Vu** le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

**Vu** l'avis du Comité social territorial placé auprès du CDG en date du 23 janvier 2025 pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité, approuvant le principe du lancement d'une convention de participation en matière de santé à adhésion facultative des agents,

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction publique territoriale de la Creuse approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la santé,

**Vu** l'avis du comité social territorial du 3 avril 2024 pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité, relatif au recours de la commune d'Auzances à la procédure portée par le CDG23 de convention de participation pour les risques santé pour un effet des garanties au 1er janvier 2026 ; et relatif au mandant confié par la commune d'Auzances au CDG23 pour lancer la consultation nécessaire à la conclusion de ladite convention,

**Considérant** la nécessité de se conformer à l'obligation de participation de l'employeur public au financement de la protection sociale complémentaire, volet santé à l'échéance donnée,

**Considérant** l'intérêt de participer à la procédure portée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse, laquelle comporte une mise en concurrence.

**Après discussion, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :**

- **de retenir** le principe de la procédure de la convention de participation pour les risques santé à adhésion facultative des agents, pour un effet des garanties au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
-

**MAIRIE D'AUZANCES**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

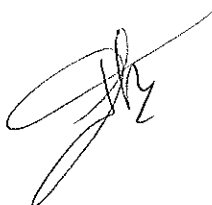
- **de se joindre** à la convention de participation dans le cadre de la protection sociale complémentaire, domaine de la santé, à adhésion facultative des agents, que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse entend conclure ;
- **de donner mandat** au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse pour lancer la consultation nécessaire à sa conclusion ;
- **de verser** une participation mensuelle brute par agent à la date d'effet de la convention en respectant le minimum prévu à l'article 6 du décret n°2022-581, soit 15 € bruts mensuels / agent. Le montant de cette participation sera fixé par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance.

**Le Conseil Municipal prend acte** que les caractéristiques précises, prestataires, garanties et tarifs, lui seront communiqués au terme de la procédure engagée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse pour lui permettre de décider de signer ou non la convention de participation souscrite.

**Le Conseil Municipal autorise** Madame le Maire à effectuer tout acte en conséquence.

Certifié exécutoire,  
A Auzances, le 14 Avril 2025  
Le Maire,

Françoise SIMON.



Accusé de réception en préfecture  
023-212301303-20250414-2025-26-DE  
Date de télétransmission : 23/04/2025  
Date de réception préfecture : 23/04/2025